

Situation économique et financière de la Lettonie

Les dernières prévisions du ministère des Finances tablent désormais sur un ralentissement de la croissance du PIB en 2020 (-7%), mais prévoient un rebondissement en 2021 (+5,1%) et en 2022 (+3,1%). Le gouvernement letton s'apprête à injecter jusqu'à 4 Mds EUR dans l'économie au prix d'un solde budgétaire négatif d'environ -7,6% du PIB et d'une hausse sensible de la dette publique pour atteindre 49% du PIB en 2020. Les prévisions de croissance sur les prochaines années sont favorables, ce que reflète le « S&P Global Ratings » qui confirme la note souveraine de la Lettonie à "A+" avec perspective stable.

L'Impact économique de la crise sanitaire Covid19 en 2020 s'ajoute au ralentissement économique initié fin 2018

Après une croissance exceptionnelle de 3,8% en 2017 et de 4,3% en 2018, l'année 2019 a marqué le début d'un net ralentissement de l'activité économique et la croissance s'est établie ainsi à 2,2% sur l'ensemble de cette année.

*En 2020, comme l'ensemble de ses voisins européens, la Lettonie n'échappe pas à la crise sanitaire liée à la Covid-19 et son économie en est très largement affectée. Selon le scénario de développement macroéconomique publié par le ministère des Finances le 18 août 2020, l'économie lettone devrait enregistrer **une contraction de 7% en 2020**. En cas d'une « deuxième vague » de la Covid-19, le PIB pourrait baisser jusqu'à 9%. La reprise économique est prévue pour 2021, avec un taux de croissance de 5,1% du PIB, puis une stabilisation autour de 3,1% en 2022 et 2023. L'**inflation** devrait se situer autour de **+0,2% pour l'année 2020 et de +1,2% en 2021**. Compte-tenu de la baisse des prix des ressources énergétiques et des prix à la consommation, le ministère a revu à la baisse ses prévisions d'inflation par rapport au programme de stabilité présenté en avril 2020 qui prévoyait 0,4 % en 2020 et en 1,7 % pour 2021. Le **taux de chômage** atteindrait 10,5% en 2020 contre 6,3% en 2019. Par secteur, ce sont le commerce et les services à la personne, l'hôtellerie-restauration, le tourisme et le transport qui sont les plus concernés. Malgré une baisse substantielle de l'activité économique et une augmentation du chômage, au 2^{ème} trimestre 2020 le **salaire moyen brut** a augmenté de 3,9% en glissement annuel et a atteint 1118EUR en raison d'une pénurie persistante de main d'œuvre qualifiée dans de nombreux métiers.*

Les mesures prises durant l'année pour atténuer les effets de la crise économique causée par la pandémie, pèseront lourdement sur les finances publiques et la dette publique non seulement en 2020 mais aussi en 2021. Le stimulus budgétaire d'environ 4 Mds EUR lancé par l'Etat letton et financé principalement par de l'endettement, devrait amener la **dette publique à 49% du PIB** en 2020 contre 37% en 2019. Les émissions d'obligations par le Trésor letton se montent à **2Mds EUR à ce jour. En cas de nécessité, la Lettonie pourrait aussi mobiliser** 1 Md EUR de prêts auprès des institutions financières (Banque Nordique d'Investissement, BEI).

Lors des prochaines années, **la dette publique** devrait s'établir à 48% du PIB en 2021 et 2022 et à 47% en 2023. Même dans le cas d'une « deuxième vague » de la Covid-19, la dette publique ne devrait pas dépasser 60% du PIB, seuil défini par la Loi sur la discipline budgétaire.

Le déficit budgétaire de la Lettonie atteindrait -7,6% du PIB **en 2020**, bien plus élevé que l'objectif de moyen terme fixé pour les années 2020-2022 (0,3% du PIB). Selon le scénario macroéconomique du ministère des Finances, le solde budgétaire devrait s'établir à -3,9% du PIB en 2021, à -2,8% en 2022 et à -1,7% à partir de 2023.